



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 6 – 21 mai 2021



Pays nordiques

	France	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Nombre de contaminations	5 877 787	1 037 126	267 339	119 299	90 249	6 548
Taux de contamination (pour 100 000 habitants)	8 771,13	10 137,89	4 605,24	2 239,01	1 635,57	1 834,17
Nombre de décès	107 616	14 275	2 503	774	933	29
Taux de décès (pour 100 000 habitants)	160,6	139,5	43,1	14,5	16,9	8,1
Nombre de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin	20 120 000	3 194 265	1 662 452	1 576 524	2 105 016	147 592
Part de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin (%)	30,0%	31,2%	28,6%	29,6%	38,1%	41,3%

Chiffres du 17 mai 2021 - Sources : Eurostat, Worldometers, Agences nationales de Santé

Suède, Norvège et Danemark : élèves modèles de l'Aide Publique au Développement (APD). Selon les dernières données de l'OCDE, l'APD a atteint un niveau sans précédent en 2020 : 161,2 Mds\$ (132 Mds€, +3,5% en termes réels par rapport à 2019). Cependant, 5 pays seulement ont atteint l'objectif des Nations Unies de consacrer au moins 0,7% de leur RNB à l'APD : la Suède (1,14%), la Norvège (1,11%), le Luxembourg (1,02%) - tous trois s'étant fixé un objectif de 1% du RNB -, le Danemark (0,73%) et l'Allemagne (0,73%). En raison de la crise sanitaire, des débats ont émergé sur l'avenir de l'APD. En Suède, 3 voix s'élèvent dans le débat public : les partisans d'une réduction du budget consacré à l'APD (Modérés et Suédois Démocrates), les défenseurs de l'objectif de 1% (Sociaux-démocrates, Libéraux et Chrétiens-démocrates) et ceux qui militent en faveur du dépassement de cet objectif en temps de crise, de sorte que la contraction du RNB ne provoque pas de réduction trop brutale du budget de l'APD (Centre, Verts et Gauche). Sur ce dernier point, l'OCDE souligne que compte tenu des effets économiques de la pandémie, « *il n'est pas certain que les volumes d'APD pourront continuer d'augmenter ou rester stables dans les années à venir* » ; alors même que les ONG continuent de tirer la sonnette d'alarme sur les besoins considérablement accrus des pays bénéficiaires.

Danemark

Le Gouvernement a présenté son plan climatique pour le secteur agricole, visant une réduction de 7,1 Mt de CO₂ en 2030. La réduction correspond à une division par deux des émissions actuelles du secteur et l'objectif devrait être atteint grâce à trois efforts différents : des mesures déjà prises (0,5 Mt de réduction), de nouvelles mesures utilisant des technologies déjà existantes (1,6 Mt) et l'utilisation de nouvelles technologies (environ 5 Mt). Parmi les nouvelles technologies figurent par exemple la pyrolyse et le bioraffinage de l'herbe, alors que les instruments connus comptent, entre autres, la mise en jachère des sols tourbeux (riches en carbone). Le Gouvernement prévoit un coût de 21 Mds DKK (près de 3 Mds€), qui devrait notamment être financé par une modification de l'aide à l'agriculture, avec une diminution de la partie de la PAC allant aux aides directes de 93 à 80% - une solution très critiquée par le secteur agricole. Le Gouvernement prévoit également d'allouer lui-même 700 M DKK (94 M€) à la recherche et au développement vert dans le domaine agricole. Le projet sera négocié avec le Parlement d'ici l'été.

Taux d'intérêt négatifs sur les dépôts bancaires des clients privés : une actualité devenue politique. Depuis août 2019, le taux d'intérêt négatif sur les comptes de dépôt des particuliers est devenu une nouvelle norme au Danemark. Jyske Bank est devenue la première banque au Danemark à introduire des taux d'intérêt négatifs, suivi peu de temps après par la majorité des grandes banques danoises. Depuis, la vague d'ajustements de la limite plancher, au-delà de laquelle des taux négatifs sont appliqués, est devenu un sujet récurrent de l'actualité danoise. Aujourd'hui, la majorité des banques imposent un taux d'intérêt négatif (en moyenne de -0,6%) sur les dépôts supérieurs à 100 000 DKK (13 500€) de leurs clients privés. Fait rare dans le débat

public danois (d'ordinaire très attaché au libéralisme et la non-ingérence du politique dans les affaires économiques), le ministre de l'Industrie, du Commerce et des Affaires financières, Simon Kollerup, est intervenu personnellement, en appelant les banques à mettre un terme à cette spirale, et dénonçant même leur « cupidité ».

Le commerce extérieur danois a retrouvé son niveau d'avant crise. En mars 2021, l'augmentation des exportations et des importations de biens et de services (+4,6% pour les exportations et pour les importations) a permis de retrouver les niveaux du début d'année 2020, selon les derniers chiffres de *Danmark Statistics*. En revanche, une importante disparité s'observe lorsque l'on décompose les exportations. Alors que les exportations de biens ont augmenté de 4,4% entre le premier trimestre 2020 et celui de 2021, les exportations de services ont, quant à elles, diminué de 10% sur la même période (les secteurs de l'aviation et du tourisme enregistrant les plus grandes diminutions).

Le Fonds de pension de Danske Bank, Danica, a déjà atteint un tiers de son objectif climatique de 2030. En 2019, les Fonds de pension danois se sont engagés à investir 350 Mds DKK (47,1 Mds€) d'ici 2030, dans des projets soutenant les objectifs climatiques de l'Accord de Paris. En 18 mois, le Fonds Danica a déjà atteint un tiers de son portefeuille initial engagé de 100 Mds DKK (13,4 Mds€). Cette croissance de l'investissement vert a été largement permise par l'augmentation des émissions d'obligations vertes d'État. Le Fonds explique aussi qu'il a su davantage convaincre les entreprises, au fil des mois, du bon rendement que pouvaient engendrer les investissements verts. Au total, Danica gère un portefeuille d'environ 500 Mds DKK (67,2 Mds €) d'investissements.

Finlande

Le parlement finlandais a approuvé le principe de nouvelles ressources propres de l'UE pour financer le plan de relance et le budget communautaire.

La majorité des deux tiers était requise pour cette adoption, suite à l'avis de la commission des Affaires constitutionnelles. Après un débat intense et des séances nocturnes à l'initiative des Vrais Finlandais (extrême droite) pour retarder le processus, le Parlement a adopté l'instrument de relance de l'UE par 134 voix contre 57, soit 7 voix d'avance. La majorité gouvernementale s'est fortement mobilisée et la quasi-totalité des voix du parti du Centre, divisé sur ce sujet, a pu être acquise. Dans l'opposition, au sein du parti de la Coalition nationale, charnière indispensable pour le passage de ce vote et traditionnellement pro UE mais extrêmement réticent sur le plan de relance et son financement, 10 députés ont voté contre et 26 en faveur.

Omnes Capital investit dans l'éolien finlandais. Avec un apport en capitaux de 200 M€ à *Ilmatar*, société énergétique spécialisée dans l'éolien, Omnes Capital, fonds de capital-risque français, investit à 85% dans la société finlandaise *Ilmatar Energy*. Issue du développeur de projets d'énergie éolienne *Ilmatar*, qui a géré la conception et la construction de projets d'éoliennes, *Ilmatar Energy* va devenir un producteur d'énergie et propriétaire des parcs éoliens. La Finlande compte déjà 800 éoliennes en exploitation et 461 en construction. *Ilmatar* compte investir plus d'1 Md€ dans les énergies renouvelables et construire 150 à 200 nouvelles éoliennes.

Le Groupe S de distribution finlandais lance une coopération avec Carrefour. Il s'agit d'un changement significatif dans la stratégie du Groupe S, lequel coopérerait surtout avec ses homologues

nordiques. Le Groupe S espère notamment améliorer sa position concurrentielle vis-à-vis de Lidl. En plus du secteur agro-alimentaire, les produits de biens de consommation de Carrefour devraient être distribués dans les magasins finlandais du Groupe S.

Fortum autorisé à importer des déchets de batteries.

Fortum, l'un des principaux producteurs nordiques d'énergie a obtenu l'autorisation d'importer dès ce mois de mai des batteries lithium-ion en provenance de Suède et de Norvège pour les recycler en Finlande. Ce recyclage permettrait également d'atténuer la pénurie de matières premières dans l'industrie automobile. L'entreprise a pour ambition de devenir le premier recycleur européen de batteries de voitures électriques.

Islande

L'économie islandaise en A/A-1.

L'agence américaine de notation S&P Global a classé l'Islande en A/A-1 avec une perspective stable pour les mois à venir. En effet, une consommation intérieure soutenue tout au long de la crise et un fort engagement des pouvoirs publics permettent aujourd'hui au pays d'espérer une solide reprise économique. À cela s'ajoute la reprise attendue du tourisme, qui devrait permettre à l'Islande de se relever plus rapidement que d'autres pays européens.

Reprise du tourisme, baisse du chômage.

Un autre indice de la reprise économique du pays est la baisse progressive du taux de chômage, passé de 11,6% en janvier à 10,4% en avril. La direction du Travail prévoit une baisse supplémentaire d'environ 1 point au mois de mai. Cette évolution s'explique principalement par la reprise des activités touristiques, et surtout de l'aéroport international de Keflavik, dont le fort ralentissement avait particulièrement affecté les travailleurs de la péninsule de Reykjanes.

La Banque Centrale islandaise va cesser la vente de devises pour soutenir la couronne.

Afin de soutenir le taux de change, la Banque centrale islandaise a vendu plus de 71 Mds ISK (453 M€) de devises sur le marché des changes depuis septembre 2021. Cette mesure visait à soutenir le cours de la couronne, très affecté par la chute des exportations et des flux financiers. En raison des premiers frémissements du secteur du tourisme, l'institution a affirmé qu'il n'était plus nécessaire de soutenir le taux de change, celui-ci pouvant désormais s'équilibrer grâce à la reprise économique amorcée.

Les profits des banques commerciales en hausse.

Les deux principales banques commerciales du pays, Íslandsbanki et Arion Bank, ont réalisé des bénéfices respectifs de 3,6 Mds ISK (24 M€) et 6 Mds ISK (40 M€) au premier trimestre 2021. Ces chiffres contrastent avec les pertes subies entre janvier et mars 2020, les deux banques ayant enregistré une baisse respective de 1,4 Mds ISK (9 M€) et de 2 Mds ISK (13 M€). Cela paraît de bon augure pour la vente d'une partie du capital d'Íslandsbanki, prévue en juin prochain.

Les grandes entreprises de télécommunications s'apprêtent à vendre leurs infrastructures.

En août 2020, une des entreprises leader du marché islandais des télécommunications, Vodafone Iceland, a annoncé vouloir séparer activités de service et infrastructures. Début mai, elle a confirmé cette volonté en vendant une partie de ses infrastructures pour un montant de 7 Mds ISK (47 M€) à des investisseurs étrangers. Son concurrent direct, Síminn, a également engagé des démarches pour se séparer de ses infrastructures. Le but pour ces deux leaders des télécommunications est de ne plus avoir à se préoccuper de la maintenance et de l'entretien des infrastructures afin de pouvoir se concentrer exclusivement sur l'offre de services.

Norvège

Échec des négociations entre la Norvège et la Grande-Bretagne sur la pêche. Vendredi, le ministre norvégien de la Pêche, Odd Emil Ingebrigtsen, a annoncé l'échec des négociations bilatérales avec le Royaume-Uni pour l'année 2021 (quotas et zones de pêche). Selon Nationen, deux options s'offraient aux Norvégiens pour obtenir un meilleur accès de leur saumon sur les étals britanniques : délivrer des quotas supplémentaires de cabillaud aux Britanniques ou faciliter les ventes de produits agricoles britanniques sur le marché norvégien. D'après ce journal, Oslo pourrait donc être amenée à faire des concessions sur l'agriculture lors des négociations pour l'accord 2022, ce qui inquiète les agriculteurs norvégiens.

Participation de l'État dans Equinor.

La commission de contrôle et de constitutionnalité au Parlement a demandé au Gouvernement de transférer la gestion d'Equinor du ministère du Pétrole et de l'Énergie au ministère de l'Industrie et du Commerce, en charge de la gestion de toutes les autres entreprises dans lesquelles l'État est actif. Il s'agit d'éviter les conflits d'intérêts, dans la mesure où le ministère du Pétrole encadre les activités du plateau continental tout en détenant 67% d'Equinor. Les députés appuient leur demande sur deux expériences qu'ils jugent regrettables : le manque de contrôle de l'État sur les investissements d'Equinor à l'étranger et le silence du ministère du Pétrole sur ses études de rentabilité de l'activité pétrolière au sud-est de la mer de Barents.

Norwegian a annoncé une nouvelle émission pour lever 2,86 Mds NOK

(286 M€), en vue de réunir les 6 Mds NOK (600 M€) nécessaires à sa restructuration. Plusieurs investisseurs se sont déjà manifestés : les banques DNB et Nordea, la caisse de retraites de l'État norvégien et l'armateur John Fredriksen, qui prend en pratique le contrôle de la

compagnie. La justice irlandaise attend la finalisation de la restructuration de Norwegian d'ici le 26 mai.

Négociations agricoles annuelles. Les négociations annuelles entre l'État et les deux organisations agricoles, l'Association norvégienne des agriculteurs et l'Association norvégienne des agriculteurs et des petits exploitants, sont en cours. Le 27 avril, les professionnels du secteur ont demandé 2,1 Mds NOK (211 M€) de subventions supplémentaires, assortis d'investissements de 450 M NOK (45 M€), et d'une hausse des prix agricoles de 400 M NOK (40 M€). L'État, de son côté, a proposé le 4 mai une hausse du cadre de 962 M NOK (96 M€) pour l'année 2022, ce qui constitue une augmentation salariale de 4,5%, mais de 50% inférieure aux demandes des agriculteurs. La hausse sera financée à hauteur de 450 M NOK (45 M€) dans le budget national et par une croissance des prix de 400 M NOK (40 M€). L'Association norvégienne des agriculteurs regrette que le Gouvernement n'ait pas pris conscience de la gravité de la situation économique dans l'agriculture. Les négociations doivent se poursuivre jusqu'au 15 mai.

Contrôle parlementaire des investissements dans le pétrole. Les projets pétroliers dont la valeur est inférieure à 20 M NOK (2 Mds€) sont uniquement soumis à l'approbation du ministère du Pétrole et de l'Énergie. Le parti Socialiste de gauche aimerait abaisser ce plafond, afin que des projets plus modestes soient eux aussi soumis au contrôle du *Storting*. Il pourrait être soutenu par les Travailleurs, les Centristes et éventuellement les Libéraux. Entre 2014 et 2020, 20 projets ont été approuvés par le ministère du Pétrole et de l'Énergie, pour un montant total de 146,7 Mds NOK (14,6 Mds€), dont 18 Mds NOK (1,8 Mds€) d'investissements publics.

Loi de finances rectificative. Le Gouvernement a présenté la loi de finances rectificative 2021. Compte-tenu des incertitudes liées à la crise sanitaire, trois scénarios sont

esquissés. La trajectoire optimiste a toutefois été retenue par le ministère des Finances, qui entrevoit une sortie de crise d'ici quelques mois grâce à la campagne de vaccination. Néanmoins, les prévisions de croissance ont été légèrement revues à la baisse (3,7% en 2021 et 2022, au lieu de 4,4%). Le chômage devrait toucher 4,4% de la population active cette année. Les prélèvements dans le Fonds pétrolier seront portés à 402,6 Mds NOK (40,2 Mds€), soit 90 Mds NOK (9 Mds€, 3,7% de la valeur du fonds) de plus que dans la loi de finances initiale. 94 Mds NOK (94 Mds€) d'aides d'État seront alloués cette année, en plus des 135 Mds NOK (13,5 Mds€) versés en 2020.

Manifestation d'agriculteurs à Oslo.

Hier, des agriculteurs ont manifesté devant le *Storting* pour dénoncer la faiblesse de leurs revenus, qui sont estimés selon les fédérations agricoles à 222 000 NOK/an (22 000€), contre 376 000 NOK (37 600€) annuelles selon les statistiques de l'État. Les exploitants agricoles ont également réitéré leur refus de la proposition de l'État dans les négociations annuelles (963 M NOK soit 96,3 M€ de subventions), largement inférieure à leurs propres revendications (2,1 Mds NOK, 210 M€). La pétition #Bondeopprør21 («révolte paysanne 21») a recueilli 50 000 signatures à ce stade.

Suède

La reprise de la croissance est plus dynamique que prévue.

La Commission Européenne et la banque Nordea ont révisé à la hausse les perspectives de croissance du PIB suédois pour 2021, à 4,4% et 4,5% respectivement. Cette tendance s'explique en partie par la reprise de la consommation privée, avec un taux d'épargne des ménages à la baisse, et par le dynamisme des exportations qui profitent pleinement de l'embellie de la conjoncture internationale.

L'âge de départ réel à la retraite atteint désormais 65 ans en moyenne.

Les allègements fiscaux pour les personnes âgées, le relèvement de l'âge légal minimum de départ à la retraite de 61 à 62 ans et la possibilité de continuer à travailler non plus jusqu'à 67 ans mais à 68 ans commencent à faire effet. Ainsi, en 2020, les Suédois ont en moyenne pris leur retraite à 65 ans (contre 64,5 ans en 2019), soit 3 ans plus tard que l'âge légal. Ce niveau reste parmi les plus élevés dans l'UE. Cette tendance devrait d'ailleurs se confirmer dans les prochaines années, en ligne avec les incitations politiques et le rallongement de l'espérance de vie tant pour les femmes (84,3 ans en 2020, 85,7 ans en 2030 puis 89,8 ans à l'horizon 2070) que pour les hommes (80,6 ans en 2020, 82,9 ans en 2030 puis 87,7 ans à l'horizon 2070).

L'allemand Flixbus opère son nouveau Flixtain low-cost entre Stockholm et Göteborg,

avec deux à trois départs par jour dans chaque sens. Ce premier trajet ouvre la voie à un déploiement plus conséquent en Suède, alors que Flixbus prévoit déjà une liaison Stockholm – Malmö. Flixtain opère une locomotive Siemens Vectron, qui permet une vitesse maximale de 200 km/h. Le coût très faible pour le consommateur fait la force de cette nouvelle offre commerciale, qui affiche un objectif de prix 50% inférieur à celui de l'opérateur historique détenu par l'Etat, SJ.

Volvo Cars évalue la possibilité d'une introduction à la bourse de Stockholm d'ici fin 2021.

Le groupe chinois Geely, qui a racheté Volvo pour 1,8 Md\$ en 2010, a déclaré qu'il resterait un actionnaire majeur du constructeur automobile après la cotation. Geely avait déjà sollicité une valorisation d'au moins 30 Mds\$ pour Volvo en 2018 avant de rétro-pédaler, en pleine guerre commerciale. La nouvelle de l'introduction en bourse survient quelques mois seulement après que Volvo et Geely ont abandonné leur projet de

fusion, optant plutôt pour une mise en commun de technologie. Volvo souhaite se positionner en leader du segment des véhicules électriques haut de gamme, qui représenteront 50% de ses ventes d'ici 2025 et 100% d'ici 2030 selon les derniers objectifs communiqués.

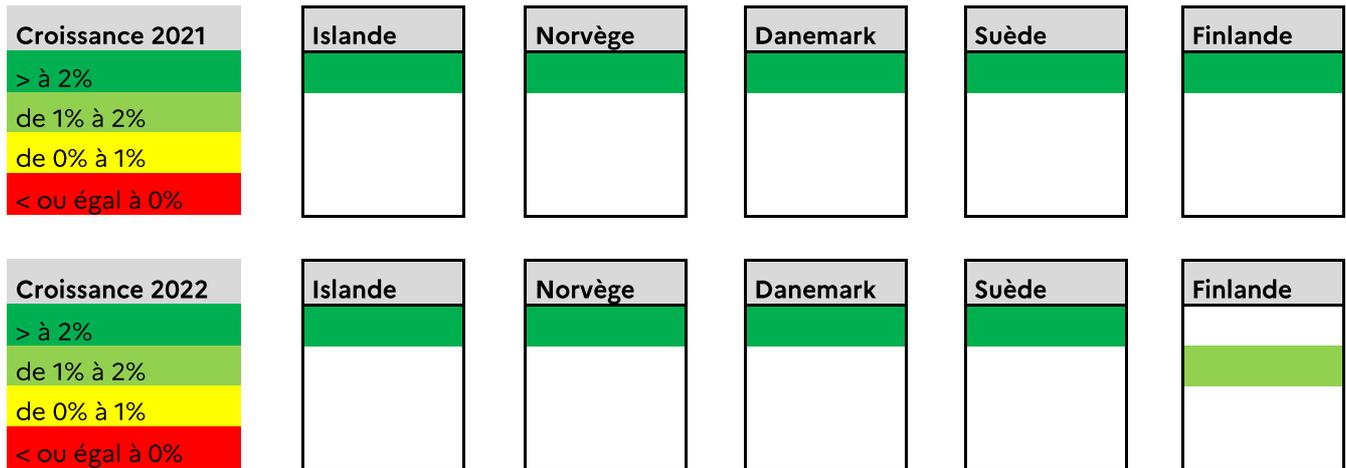
Volvo Group et Daimler Truck AG précisent le développement de leur joint-venture de production de pile à combustible à base d'hydrogène, Cellcentric.

La production devrait commencer en 2025. Pour accélérer le déploiement des piles à combustible à hydrogène, les deux groupes appellent à un cadre politique européen harmonisé qui permettra à la technologie hydrogène de devenir une solution commerciale viable. Daimler Truck AG et Volvo Group plaident pour la mise en place de 300 stations de ravitaillement en hydrogène adaptées aux poids lourds en Europe d'ici 2025 et de 1 000 stations en 2030.

Le fabricant suédois de lait végétal Oatly réussit une introduction en bourse spectaculaire à New York.

La société visait une valorisation de 10 Mds\$ dans le cadre de son entrée en bourse : sa capitalisation atteint désormais plus de 12 Mds\$, après une hausse de 18% lors de la première séance du 20 mai. Fondée par un chercheur de l'Université de Lund dans le sud de la Suède au début des années 1990, la société Oatly est perçue comme une rivale pour les autres laits végétaux mieux implantés, comme le lait de soja ou d'amande. Elle vend actuellement ses produits dans plus de 7 500 magasins de détail et environ 10 000 cafés à travers les États-Unis, depuis son entrée sur le marché en 2017. Plusieurs célébrités américaines ont investi dans la startup, dont Oprah Winfrey, le rappeur Jay Z et l'ancien CEO de Starbucks Corp, Howard Schultz.

Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : FMI, prévisions d'automne (octobre 2020).

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
PIB										
Gouvernement	2,8	3,1	2,5	2,0	3,7	3,7	3,2	3,8	3,9	3,1
Banque centrale	1,4	-	2,6	2,7	3,8	3,4	3,7	3,9	2,5	5,1
Institut stat./conj****	1,4	-	3,0	2,4	3,7	3,7	3,2	3,5	3,9	3,1
Commission*	2,9	3,5	2,7	2,8	2,7	2,2	4,4	3,3	3,4	3,9
FMI**	3,5	2,5	3,6	2,0	3,2	4	3,5	2,9	4,1	2,7
OCDE***	1,8	2,5	1,5	1,8	3,2	1,6	3,3	3,3	3,0	3,2
SEB (02/2021)	3,0	4,5	2,8	2,5	3,4	2,8	2,8	4,8	-	-
Nordea (01/2021)	2,5	3,5	3,0	2,0	3,4	4,3	4,0	3,0	-	-
Danske Bank (01/2021)	2,3	3,4	2,2	2,8	3,7	3,4	3,4	2,6	-	-

Source :

* Prévisions de printemps (mai 2021)

** World Economic Outlook (octobre 2020)

*** Perspectives économiques (décembre 2020)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Déficit public										
Gouvernement	-1,3	-1,5	-5,2	-3,3	-2,9	-	-4,5	-1,0	-9,7	-7,3
Commission*	-2,1	-1,4	-4,6	-2,1	7,8	-	-3,3	-0,5	-9,2	-
FMI**	-3,0	-1,5	-4,1	-2,6	2,0	4,1	-2,0	-1,5	-7,0	-5,9
OCDE***	-2,9	-1,8	-5,1	-3,7	1,8	2,2	-3,8	-2,3	-13,0	-11,2

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Dette publique										
Gouvernement	40,9	41,5	71,4	72,5	-	-	39,9	37,0	57,5	62,2
Commission*	40,2	38,8	71,0	70,1	43,7	-	40,8	39,4	67,3	-
FMI**	39,3	42,6	68,6	69,1	40,0	40,0	41,7	41,4	52,5	52,7
OCDE***	40,1	40,9	68,5	72,3	-	-	38,3	38,5	90,1	-

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Autres										
Inflation (IPCH)*	1,3	1,3	1,2	1,2	1,8	-	1,8	1,1	2,8	-
Cons. privée*	3,1	3,9	3,4	3,6	3,9	-	3,8	5,5	2,9	-
Chômage (BIT)*	5,5	5,2	7,6	7,2	4,8	-	8,2	7,5	9,5	-

Source :

* *Prévisions de printemps* (mai 2021). Pour la Norvège et l'Islande : *Prévisions de*

** *World Economic Outlook* (octobre 2020)

*** *Perspectives économiques* (décembre 2020)

**** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

Code couleur des mises à jour :

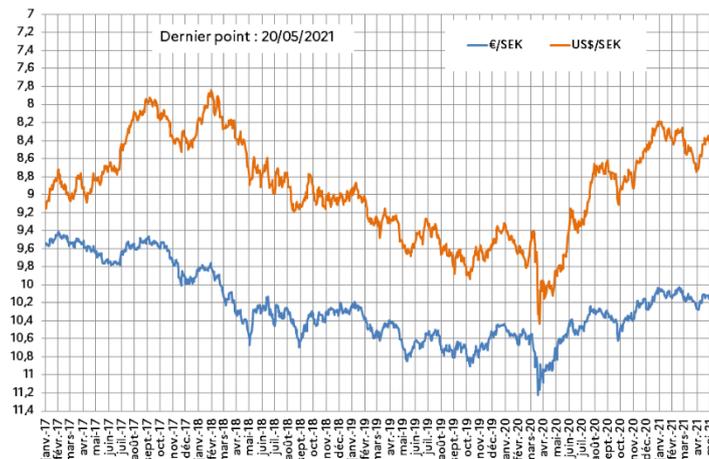
En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

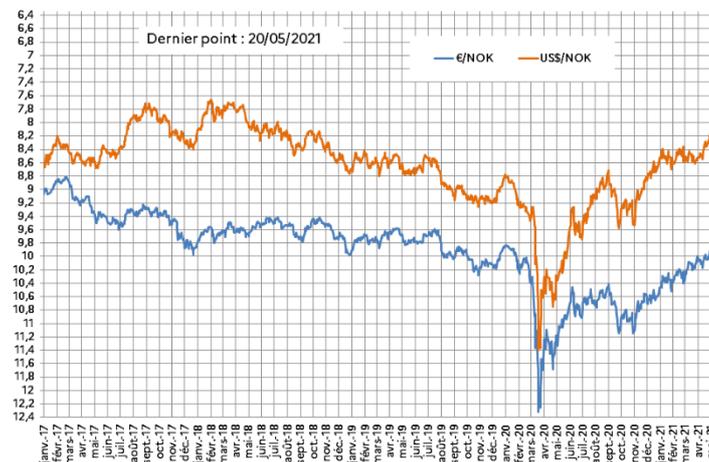
En vert : amélioration

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international